

Publications périodiques

Comptes annuels

Fédéral Finance

Société anonyme au capital de 20 747 030 euros
Siège social : 1, allée Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON
318 502 747 RCS Brest

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale ordinaire du 27 mai 2021

I. — Bilan au 31 décembre 2020
(En milliers d'euros)

Actif	Notes	31.12.2020	31.12.2019
Caisse, Banques centrales		-	-
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	1	696 914	442 843
Opérations avec la clientèle	2	1 509 627	1 257 120
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable	3	860	1 706
Participations et autres titres détenus à long terme	4	12 159	19 037
Parts dans les entreprises liées	4	43 649	38 052
Immobilisations incorporelles	5	7 076	7 242
Immobilisations corporelles	5	51	64
Autres actifs	6	9 695	6 587
Comptes de régularisation	7	10 109	10 562
Total		2 290 140	1 783 213

Passif	Notes	31.12.2020	31.12.2019
Dettes envers les établissements de crédit	8	1 526 110	1 121 669
Opérations avec la clientèle	9	598 027	505 949
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	10	13 759	9 843
Comptes de régularisation	11	10 372	8 651
Provisions	12	5 121	5 879
Dettes subordonnées		-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		1 164	1 164
Capitaux propres hors FRBG	13	135 587	130 058
Capital souscrit		20 747	20 747
Primes d'émission		4 685	4 685
Réserves		64 133	64 133
Provisions réglementées et subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau		23 668	12 437
Résultat de l'exercice		22 354	28 056
Total		2 290 140	1 783 213

Hors-bilan	Notes	31.12.2020	31.12.2019
Engagements donnés	15	312 443	300 287
Engagements de financement		252 355	242 702
Engagements de garantie		60 088	57 585
Engagements sur titres		-	-
Engagements reçus	15	1 144 700	1 062 342
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		1 144 700	1 062 342
Engagements sur titres		-	-
Instruments financiers à terme		174 826	176 130

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2020

	Notes	31.12.2020	31.12.2019
Intérêts et produits assimilés	16	24 886	18 323
Intérêts et charges assimilées	16	-10 297	-6 629
Revenus des titres à revenu variable	17	16 627	20 039
Commissions (produits)	18	27 093	25 613
Commissions (charges)	18	-3 153	-2 161
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		6	3
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	19	-6 978	151
Autres produits d'exploitation bancaire		4 289	4 168
Autres charges d'exploitation bancaire		-517	-318

Produit net bancaire		51 956	59 189
Charges générales d'exploitation	20	-24 207	-26 387
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-202	-211
Résultat brut d'exploitation		27 547	32 591
Coût du risque	21	-500	462
Résultat d'exploitation		27 047	33 052
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
Résultat courant avant impôt		27 047	33 052
Résultat exceptionnel		149	137
Impôt sur les bénéfices	22	-4 842	-5 134
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
Résultat net		22 354	28 056

III. — Affectation de résultat

L'assemblée générale constate que le bénéfice de l'exercice 2020 après impôt s'élève à 22 354 113,71 euros. Le report à nouveau est de 23 667 221,16 euros. Le total disponible s'établit dont à 46 021 334,87 euros.

Elle décide d'affecter la totalité de cette somme en report à nouveau

Il est rappelé que les dividendes qui ont été mis en paiement au titre des trois exercices précédents ont été de :

Exercice	Nombre total d'actions	Dividende distribué	Dividende global
2017	2 074 703	0	0
2018	2 074 703	8,97	18 610 085,91
2019	2 074 703	8,11	16 825 841 ,33

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, le tableau ci-dessus fait état du montant des dividendes et autres revenus distribués au titre des trois précédents exercices, ainsi que leur éligibilité à la réfaction de 40 % résultant des dispositions du point 3.2° de l'article 158 du Code général des impôts bénéficiant, le cas échéant, aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

IV. — Annexe

Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

Cadre juridique et financier

Federal Finance, actionnaire principal de Federal Finance Gestion et de Schelcher Prince Gestion :

- développe les activités de banque privée du Crédit Mutuel Arkéa sous la marque Arkéa Banque Privée,
- développe les activités de d'épargne salariale du Crédit Mutuel Arkéa,
- rassemble les fonctions supports de la gestion d'actifs notamment les activités commerciales, administratives, comptables et de développement ainsi que les fonctions juridique et réglementaires.

Faits marquants de l'exercice

Néant

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Principes généraux et méthodes d'évaluation

Principes généraux

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice, n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Impacts liés à la pandémie de la Covid-19

Contexte

Conformément aux recommandations et observations émises par l'ANC le 24 juillet 2020 relatives à la prise en compte des conséquences de la pandémie de la Covid-19 dans les comptes et situations établis à compter du 1er janvier 2020, les comptes de la société Federal Finance sont établis selon la méthode ciblée. La méthode consiste à présenter les principaux impacts jugés pertinents de l'événement Covid-19 sur le compte de résultat et le bilan de la société

Crise sanitaire liée à la COVID-19

La crise sanitaire liée à la Covid-19 a peu impacté la performance de l'entité sur l'exercice écoulé.

Les impacts financiers liés à la crise sanitaire de la Covid-19 (exemple : baisse des frais de déplacement) ne peuvent être distingués des variations liées aux autres impacts.

Mesures de soutien Covid-19

Afin de soutenir ses clients, Federal Finance a accordé des reports de remboursements de crédits sur une période allant de 3 à 6 mois (suspension des paiements d'intérêts et/ou report du remboursement de capital), sans pénalités.

Comptablement, le report d'échéance s'analyse comme un report de paiement. Les intérêts continuent d'être enregistrés en produits en contrepartie d'un compte de créances rattachées.

L'encours de prêts ayant fait l'objet de prorogations d'échéances dans le courant de l'année 2020 s'élèvent à 80 millions d'euros. Au 31 décembre 2020, pour 94,9% de ces encours, les clients ont repris les paiements conformément à l'échéancier.

Options et méthodes d'évaluation**Créances**

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Conformément au règlement ANC 2014-07, Federal Finance applique l'étalement des commissions d'octroi de crédits (COC) et des commissions de renégociation sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû. Les commissions reçues sont présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire au compte de résultat et intégrées à l'encours de crédit concerné au bilan.

L'impact du Règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire est de - 1 004 milliers d'euros sur le total du bilan au 31/12/20.

Le montant de la créance sur le fonds d'épargne n'est pas inclus dans les Créances sur établissements de crédit à l'actif : il est présenté, conformément à l'article 1121-3, en déduction des encours de dépôts collectés par l'établissement au titre du livret A, du livret de développement durable et solidaire et du compte sur livret d'épargne populaire figurant au poste Opérations avec la clientèle au passif.

Classement

Les créances sont réparties en encours sains et encours douteux.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des deux conditions suivantes :

- impayés de plus de six mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédits;
- contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la déchéance du terme est prononcée.

La notion de « créances douteuses » recouvre les encours douteux et les encours douteux compromis. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en encours sains. Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en encours sains.

Dépréciations

Les créances douteuses font l'objet, dossier par dossier, d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises des dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exception des dotations et reprises des dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le produit net bancaire.

Conformément au règlement ANC 2014-07, ces dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés. L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable.

En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés ; en conséquence, seules les dépréciations sur créances contentieuses font l'objet d'une actualisation. Au compte de résultat, les dotations relatives à l'actualisation sont portées en coût du risque et les reprises relatives aux effets de désactualisation sont portées en produit net bancaire. Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

Portefeuille titres

Les opérations sur portefeuille titres sont comptabilisées conformément aux dispositions prévues dans le règlement ANC 2014-07.

Titres de transaction

Sont considérés comme des titres de transaction les titres qui, à l'origine sont :

- soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme
- soit détenus par un établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché et respectant les conditions suivantes : ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Les titres de transaction sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement les titres qui ne sont pas inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 5 du titre 3 du livre II de l'article 2014.07 de l'ANC.

Les titres de placement sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

La différence positive entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres en utilisant la méthode actuarielle à l'exception des titrisations et des obligations structurées pour lesquelles la méthode linéaire est appliquée.

A chaque arrêté comptable, par ligne de titre, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres ne s'inscrivant pas dans une stratégie de couverture font l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement

Sont considérés comme des titres d'investissement les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de placement » ou de la catégorie « titres de transaction » avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à échéance.

L'établissement doit disposer de la capacité de financement nécessaire pour les détenir jusqu'à leur échéance tout en n'étant soumis à aucune contrainte juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention de les détenir jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Les intérêts courus constatés lors de l'acquisition des titres, le cas échéant, sont comptabilisés dans des comptes rattachés.

La règle d'amortissement de la différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est identique à celle appliquée pour les titres de placement. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché ne font pas l'objet d'un provisionnement.

Seul le risque de défaillance de l'émetteur des titres peut donner lieu à constitution d'une dépréciation. Cette dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique « coût du risque ». Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont constitués d'actions et de valeurs assimilées dont la possession durable est estimée utile au développement de l'entreprise et qui permettent d'exercer une influence notable sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle. Cette influence est présumée pour un pourcentage de contrôle supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité, pour chaque titre, s'appuie sur des méthodes d'évaluation fondée soit sur des approches de marché (multiples, benchmarks sectoriels, ...), des approches par les résultats (actualisation des flux futurs, DCF - Discounted Cash-Flows, DDM - Dividend Discount Model, ...) ou des approches par les coûts (actif net réévalué), permettant ainsi d'apprécier les perspectives de rentabilité. Pour les titres cotés sur un marché actif, la valeur d'utilité est considérée égale au cours de Bourse moyen observé sur le dernier mois.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres donnés en pension livrée

Les titres donnés en pension livrée sont conservés à l'actif du bilan et sont traités suivant les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent. La dette du cessionnaire est enregistrée au passif.

Autres titres détenus à long terme

Les « autres titres détenus à long terme » sont des actions ou des valeurs assimilées qui sont détenues dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de cette dernière, en raison de la faiblesse des droits de vote liés à ces titres. Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07.

Les engagements sur les instruments financiers à terme sont portés sur une ligne du hors-bilan pour leur valeur nominale. Ce montant ne constitue qu'une indication du volume d'opérations en cours à la clôture et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à une valeur de marché ou par application de modèles d'évaluation généralement admis.

Instruments de taux

Marchés organisés

Les contrats de marché à terme sont réévalués à chaque arrêté à leur valeur de marché. Pour les opérations de couverture, les gains et les pertes réalisés sont comptabilisés en compte de résultat symétriquement à l'enregistrement des charges et produits relatifs à l'élément couvert. Pour les positions isolées, les gains et les pertes liés à la réévaluation sont portés directement au compte de résultat.

Marchés de gré à gré

Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) et les accords de taux futurs (FRA) donnent lieu à un calcul d'intérêts prorata temporis sur leur durée de référence. Les charges et produits sur un même contrat sont enregistrés pour leur montant net.

Pour les contrats optionnels (cap, floor, collar), les primes et les intérêts courus sont comptabilisés en résultat prorata temporis.

Dans le cas des swaps spéculatifs, une provision est comptabilisée en cas de moins-value latente.

Dans le cas des swaps de couverture, une provision est comptabilisée sur le titre couvert qui dégage une moins-value (qui ne serait pas totalement compensée par la plus-value latente du swap).

Instruments de change

Sur les swaps de change, le différentiel de valorisation est comptabilisé en résultat à chaque date d'arrêté.

Pour les options de change, les plus ou moins-values latentes sont constatées en résultat. A l'échéance, si l'option est exercée, cela se traduit par une opération d'achat ou de ventes de devises.

Immobilisations

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Terrain	non amortissable
Gros œuvre	Immeubles de direction et de placement : 50 ans
	Agences : 25 ans
Clots et couverts	25 ans
Lots techniques	20 ans
Agencements	3 à 10 ans
Mobilier	10 ans
Matériel électronique	3 à 5 ans
Logiciels créés ou acquis	2 à 5 ans
Portefeuille de contrats clientèle acquis	6 à 13 ans

En application du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés à la valeur d'entrée au bilan de ces immobilisations.

Les logiciels destinés à un usage interne sont enregistrés en immobilisations si le projet a de sérieuses chances de réussite technique et que l'entité manifeste sa volonté de produire le logiciel (PCG art 611-3).

Les logiciels créés par l'entité destinés à un usage commercial ainsi que ceux destinés aux besoins propres de l'entité sont inscrits en immobilisations, à leur coût de production. Le coût de production comprend les seuls coûts liés à la conception détaillée de l'application (analyse organique), à la programmation, à la réalisation des tests et jeux d'essais et à l'élaboration de la documentation technique destinée à l'utilisation interne ou externe (PCG art 611-4).

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectué. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles ». En particulier, le mali généré par une opération de fusion ou assimilée subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un actif sous-jacent auquel une quote-part du mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable de l'actif précité, majorée de la quote-part du mali affecté.

En application du règlement 2015-06 de l'ANC transposant la directive européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus-values latentes sur les actifs sous-jacents apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

Fonds de commerce

Le fonds commercial est constitué des éléments non identifiables d'un fonds de commerce et qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation séparée au bilan. Il concourt au maintien et au développement du potentiel d'activité : les fonds commerciaux présumés à durée indéfinie ne font pas l'objet d'amortissements mais de tests de dépréciation annuels conformément au règlement de l'ANC 2015-06 du 23/11/2015. Dans l'hypothèse où cela aboutirait à un montant inférieur à celui figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée.

Provisions

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

Provisions épargne-logement

Il est fait application du règlement ANC n°2014-07 relatif à la comptabilisation des comptes et plans épargne logement. "La provision épargne-logement est destinée à couvrir les risques liés à :

- l'engagement d'octroyer des prêts habitat aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux réglementé potentiellement inférieur aux conditions de marché du moment,

- l'obligation de rémunérer pour une durée indéterminée l'épargne collectée en plans épargne-logement à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat (taux pouvant s'avérer supérieur aux futures conditions de marché)."

Cette provision est calculée par génération de plans d'épargne-logement (les PEL de même taux à l'ouverture constituant une génération) d'une part, et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement (qui constitue une seule et même génération) d'autre part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes. Les engagements sont établis à partir d'un modèle prenant en compte notamment :

- les observations historiques des comportements des souscripteurs,
- la courbe des taux et une modélisation stochastique de ces évolutions.

Provisions pour engagements sociaux

Federal Finance applique la recommandation n° ANC 2013 - 02 du 7 Novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique « frais de personnels ». Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la société s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique du bilan « provisions ». Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

La loi Pacte du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises ainsi que l'ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019 ont mis fin aux régimes de retraite supplémentaire à droits aléatoires dits « Article 39 ». Crédit Mutuel Arkéa a ainsi procédé à la cristallisation des engagements relatifs à l'Article 39 et a mis en place un nouveau dispositif.

Fonds pour risques bancaires généraux

Institué par le règlement n°90-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière, ce fonds est constitué à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des risques dont la concrétisation est incertaine et qui relèvent de l'activité bancaire.

Les dotations ou reprises sont portées au niveau du compte de résultat dans la rubrique « dotations, reprises du fonds pour risques bancaires généraux ».

Conversion des comptes en devises

Conformément aux dispositions édictées par le règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif, de passif et les engagements hors bilan de change au comptant exprimés en devises sont évalués au cours de marché à la clôture de l'exercice, à l'exception des éléments libellés en devises participant à la monnaie unique européenne, pour lesquels le taux de conversion officiel a été retenu. Les engagements de change à terme suivent la même règle. Les produits et charges en devises sont enregistrés au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

Note 1. Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2020			31.12.2019		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	284 408		284 408	169 737		169 737
Prêts, valeurs reçues en pension (*)		412 244	412 244		272 933	272 933
Créances rattachées		262	262		173	173
Total	284 408	412 506	696 914	169 737	273 106	442 843

(*) Au 31/12/2020, suite à l'amendement du règlement ANC 2014-07, les montants centralisés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation viennent en déduction des dépôts d'épargne clientèle à hauteur de 1 296 milliers d'euros ; au 31/12/2019, l'impact au bilan de cette compensation aurait été de - 1 004 milliers d'euro.

L'épargne centralisée présentée dans les créances sur les établissements de crédit correspond au montant à payer à la Caisse des Dépôts et Consignation au titre du dernier appel du mois.

Note 2. Opérations avec la clientèle Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2020	31.12.2019
Prêts et crédits	1 035 688	792 610
Créances rattachées	1 830	1 439
Comptes ordinaires	469 439	461 647
Créances rattachées	1 406	1 424
Créances douteuses	1 873	112
Dont douteux compromis	1 832	112
Créances rattachées	2	
Dépréciations	-611	-112
Dont dépréciation s/ douteux compromis	-611	-112
Total	1 509 627	1 257 120

Le taux de couverture de provisions sur les créances douteuses s'élève à 32,62 % en 2020 contre 100,00 % en 2019

Note 3. Actions et autres titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	31.12.2020	31.12.2019
Titres détenus	958	1 706
Dépréciations sur titres	-98	
Total net	860	1 706
Plus-values latentes	283	250

L'ensemble de ces titres est classé en titres de placement.

Note 4. Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros)	31.12.2019	Augmentation	Diminution	Autres	31.12.2020
Participations					
Valeur brute	18 931				18 931
Dépréciations		-6 978			-6 978
Valeur nette	18 931	-6 978			11 953
Autres titres détenus à long terme					
Valeur brute	106	100			206
Dépréciations					
Valeur nette	106	100			206
Entreprises liées					
Valeur brute	38 052	5 597			43 649
Dépréciations					
Valeur nette	38 052	5 597			43 649

Le portefeuille est évalué suivant la situation nette et intègre le certificat au fonds de garantie pour 205 995 euros.

Il n'y a pas de titres cotés dans le portefeuille participations et parts dans les entreprises liées.

Liste des filiales et participations

Informations financières Sur les filiales et participations (En milliers d'euros)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote- part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Résultats du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
A - Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital										
1. Filiales (sociétés détenues à plus de 50 %)										
FEDERAL FINANCE GESTION 1, allée Louis Lichou 29480 Le Relecq-Kerhuon	6 500	24 595	94,78%	939	939			74 126	18 929	12 771
SHELCHER PRINCE GESTION 11 bis, rue Scribe 75009 PARIS	1 455	6 800	84,05%	29 380	29 380			31 151	6 004	3 126
SMSPG 72, rue Pierre Charron 75008 PARIS	12 403	2 591	86,34%	13 330	13 330				578	
2. Participations et entreprises liées (détenues entre 10 % et 50 %)										
MANDARINE GESTION, 40 Avenue George V - 75008 PARIS (1)	4 153	44 343	13,31%	18 429	11 679			28 944	7 231	722
A - renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital										
1. Filiales françaises	20 358	33 986		43 649	43 649			105 277	25 511	15 897
2. Filiales étrangères										
3. Participations françaises (1)	5 150	47 801		18 932	11 954			28 944	5 687	722
4. Participations étrangères										

(1) Données au 31/12/2019

Opérations avec les entreprises liées et les participations

(En milliers d'euros)	Participations et entreprises liées		Filiales	
	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2019
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital				
Actif				
Autres emplois	130	1 815		
Créances	130	1 815		
Total emplois	130	1 815		
Engagements recus				
De garantie			203 056	244 251
Total engagements recus			203 056	244 251

Au 31.12.2020, aucune transaction significative et n'ayant pas été conclue aux conditions normales de marché n'a été effectuée entre des parties liées.

Note 5. Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2019	Augmentation	Diminution	31.12.2020
Immobilisations incorporelles				
Montant brut	9 167	23		9 190
Amortissements	-1 925	-189		-2 114
Montant net	7 242	-166		7 076
Immobilisations corporelles				
Montant brut	200			200

Amortissements	-136	-13		-149
Montant net	64	-13		51

Aucune charge de dépréciation n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles et corporelles au cours de l'exercice 2020.

Les immobilisations incorporelles brutes sont composées à 73 % de fonds commercial à fin 2020.

Fonds de commerce

(En milliers d'euros)	Achat	Reçu en apport	Cessions	Montant global	Dépréciations
Eléments constitutifs					
APA BPE GESTION DE FORTUNE - 2013		6 651		6 651	
Autres		21		21	
Total		6 672		6 672	

Note 6. Autres actifs

(En milliers d'euros)	31.12.2020	31.12.2019
Etat (1)	4 938	364
Prime épargne-logement	17	17
Opérations sur titres	4 238	5 292
Dépôts de garantie versés	151	126
Autres débiteurs divers	351	788
Total	9 695	6 587

(1) L'évolution est liée à la sortie de l'intégration fiscale au 01/01/2020.

Note 7. Comptes de régularisation – Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2020	31.12.2019
Valeurs à l'encaissement	167	4
Comptes d'ajustement		-6
Charges constatées d'avance	1	10
Produits à recevoir	9 874	10 402
Comptes de régularisation divers	67	152
Total	10 109	10 562

Note 8. Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2020			31.12.2019		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	84		84	62		62
Emprunts et valeurs données en pension		1 523 333	1 523 333		1 120 737	1 120 737
Dettes rattachées		2 693	2 693		870	870
Total	84	1 526 026	1 526 110	62	1 121 607	1 121 669

Note 9. Opérations avec la clientèle – Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2020			31.12.2019		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	173 139	2 400	175 539	118 767	2 322	121 089
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	166	53	219	167	51	218
Comptes ordinaires	307 671		307 671	301 288		301 288
Comptes à terme et emprunts		115 328	115 328		82 530	82 530
Centralisation CDC (*)	-1 296		-1 296			
Dettes rattachées	409	157	566	600	224	824
Total	480 089	117 938	598 027	420 822	85 127	505 949

(*) En 2020, suite à l'amendement du règlement ANC 2014-07, les montants centralisés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation viennent en déduction des dépôts d'épargne clientèle à hauteur de 1 296 milliers d'euros.

Au 31/12/2019, l'impact de cette compensation aurait été de - 1 004 milliers d'euros.

Note 10. Autres Passifs

(En milliers d'euros)	31.12.2020	31.12.2019
Etat (1)	6 131	1 932
Rémunérations dues au personnel	1 598	1 919
Charges sociales	207	179
Divers	5 824	5 813

Total	13 760	9 843
--------------	---------------	--------------

(1) L'évolution est liée à la sortie de l'intégration fiscale au 01/01/2020.

Note 11. Comptes de régularisation – Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2020	31.12.2019
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	12	3
Charges à payer	9 887	8 393
Comptes de régularisation divers	473	255
Total	10 372	8 651

Note 12. Provisions

(En milliers d'euros)	31.12.2019	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres variations	31.12.2020
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	3 900	3				3 903
Provisions pour engagement de retraite	1 196			-995		201
Provisions charges de personnel				-69		-69
Provisions litiges		150				150
Provision épargne logement	41			-1		40
Autres provisions	742	347		-193		896
Total	5 879	500		-1 258		5 121
Variation nette				-758		

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentations des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation de 0,48%. Ce taux est déterminé en référence à l'indice iBoxx corporate AA 10+ eurozone basé sur des obligations privées. Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0,06 % et 8,13 % et un taux de revalorisation des salaires brut d'inflation compris entre 2,62 % et 2,63 %. Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 pour la phase de constitution de l'engagement et des tables de mortalité TGH05 et TGF05 pour la phase de restitution des rentes.

Note 13. Capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Autres variations de l'exercice	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Capital	20 747				20 747
Prime d'émission	4 685				4 685
Total réserves	64 133				64 133
Réserve légale	2 075				2 075
Réserves facultatives et statutaires	62 058				62 058
Report 0 nouveau créditeur	12 437	11 231			23 668
Résultat de l'exercice	28 056	-28 056		22 354	22 354
Dividendes versés		16 825			
Total	130 058			22 354	135 587

Le capital est composé de 2 074 703 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros soit un capital de 20 747 030 euros.

Note 14. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
Actif						
Créances sur établissements de crédit	294 782	30 000	153 000	218 870	262	696 914
à vue	284 408					284 408
à terme	10 374	30 000	153 000	218 870	262	412 506
Créances sur la clientèle	484 666	52 303	289 616	681 587	1 455	1 509 627
créances commerciales	13 963	52 303	289 616	681 587	49	1 037 518
comptes ordinaires débiteurs	470 703				1 406	472 109
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	87 856	269 316	549 361	616 883	2 693	1 526 109
à vue	84					84
à terme	87 772	269 316	549 361	616 883	2 693	1 526 026
Opérations avec la clientèle	547 388	46 556	3 197	100	786	598 027
comptes d'épargne à régime spécial	173 515	31	597	100	218	174 461
à vue	171 843				165	172 008
à terme	1 672	31	597	100	53	2 453
autres dettes	373 875	46 525	2 600		568	423 567
à vue	307 672				409	308 081
à terme	66 202	46 525	2 600		158	115 485

Note 15. Engagements de l'activité bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2020	31.12.2019
Engagements donnés	312 443	300 287
Engagements de financement en faveur de la clientèle	252 355	242 702
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle (1)	60 088	57 585
Engagements reçus	1 144 700	1 062 342
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	1 144 700	1 062 342
reçus de la clientèle	203 056	244 251
	941 644	818 091

(1) Un engagement hors-bilan de 41,6 millions d'euros est provisionné à hauteur de 3,9 millions d'euros

Note 16 Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2020		31.12.2019	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	2 590	-8 946	1 084	-5 238
Opérations avec la clientèle	22 206	-1 349	17 152	-1 391
Autres opérations	90	-2	87	
Total	24 886	-10 297	18 323	-6 629

Note 17 Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	31.12.2020	31.12.2019
Parts dans les entreprises liées	16 627	20 039
Total	16 627	20 039

Note 18. Commissions

(En milliers d'euros)	31.12.2020		31.12.2019	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec la clientèle	304	-12	139	-12
Opérations sur titres	375	-4	308	
Opérations sur hors-bilan	2	-234	14	-241
Prestations de services financiers	26 412	-2 903	25 152	-1 908
Total	27 093	-3 153	25 613	-2 161

Note 19 Gains ou pertes sur opérations de portefeuille

Portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2020	31.12.2019
Plus-values de cession	97	143
Dotations aux dépréciations	-7 075	
Reprises des dépréciations		8
Total	-6 978	151

Note 20. Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	31.12.2020	31.12.2019
Frais de personnel	-12 055	-13 597
Salaires et traitements	-7 317	-6 935
Charges sociales	-2 422	-4 011
dont charges de retraite	161	-1 730
Intéressement et participation	-1 203	-1 620
Impôts et taxes afférentes	-1 113	-1 031
Autres frais administratifs	-12 152	-12 790
Impôts et taxes	-862	-746
Services extérieurs	-11 261	-14 997
Charges refacturées	-29	2 953
Total	-24 207	-26 387

Ventilation des effectifs du personnel salarié

	31.12.2020	31.12.2019
--	------------	------------

	Personnel salarié	Personnel salarié
Employés	22	20
Cadres	120	110
Total	142	130

La rémunération globale allouée aux membres du conseil d'administration est de 18 600 euros.

Note 21. Coût du risque

(En milliers d'euros)		31.12.2020	31.12.2019
Créances	Dotations	-502	-3
	Reprises devenues disponibles	5	165
Risques hors-bilan	Dotations	-3	
	Reprises devenues disponibles		300
Solde		-500	462

Note 22 Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros)		31.12.2020	31.12.2019
Charge fiscale courante hors apport des filiales intégrées		-4 842	-5 134
Total		-4 842	-5 134
Résultat avant impôt, résultat exceptionnel et FRBG		27 047	33 052
Taux effectif		17,90%	15,53%

Note 23. Comptes consolidés

Filiale à 99,99 % de Crédit Mutuel Arkéa, les comptes de Federal Finance sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de Crédit Mutuel Arkéa, situé au 1, rue Louis Lichou 29480 Le Relecq Kerhuon.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site internet de Crédit Mutuel Arkéa, à savoir :
http://www.arkea.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb_5034/fr/rapports-annuels.

Note 24. Intégration Fiscale

La société était comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale du Groupe Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 01/01/2009. Elle est sortie le 01/01/2020.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'assemblée générale de la société FEDERAL FINANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FEDERAL FINANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Options et méthodes d'évaluation » page 4 de l'annexe concernant l'impact sur la présentation des comptes annuels du changement de méthode relatif à la comptabilisation des dépôts faisant l'objet d'une centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en oeuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit – Dépréciation des encours

(Cf. paragraphe « Créances » dans la note « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe)

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
Fédéral Finance est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêt. Votre société constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes pour un montant de 611 K€ au 31 décembre 2020. Celles-ci sont déterminées sur base individuelle. Elles sont fondées sur des paramètres règlementaires ou spécifiques ainsi que sur des critères d'impayés ou de situation financière de la contrepartie. Ces provisions constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.	Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le processus d'évaluation de ces dépréciations. Nos travaux ont consisté à : <ul style="list-style-type: none"> • Examiner le dispositif de détection des contreparties présentant une situation financière fragilisée ou en défaut ; • Apprécier les hypothèses retenues et les paramètres utilisés sur une sélection de dossiers individuels ; <ul style="list-style-type: none"> • Vérifier que les estimations retenues s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans la partie « Dépréciations des prêts et créances » de l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société FEDERAL FINANCE par l'assemblée générale du 13 décembre 2019 pour le Cabinet Deloitte & Associés et par celle du 8 février 1980 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2020, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 2ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 39ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce

Nous remettons au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en oeuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Rennes et Paris-La-Défense, le 7 mai 2021
Les commissaires aux comptes

MAZARS
Ludovic SEVESTRE

Deloitte & Associés
Stéphane COLLAS

V. — Rapport de gestion

En application du règlement ANC n°2014-07, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante :
FEDERAL FINANCE, Siège social : 1 allée Louis Lichou 29480 Le Relecq Kerhuon.